



## L'EUROPE CENTRALE ET L'EURO

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE VARSOVIE

Avril 2023

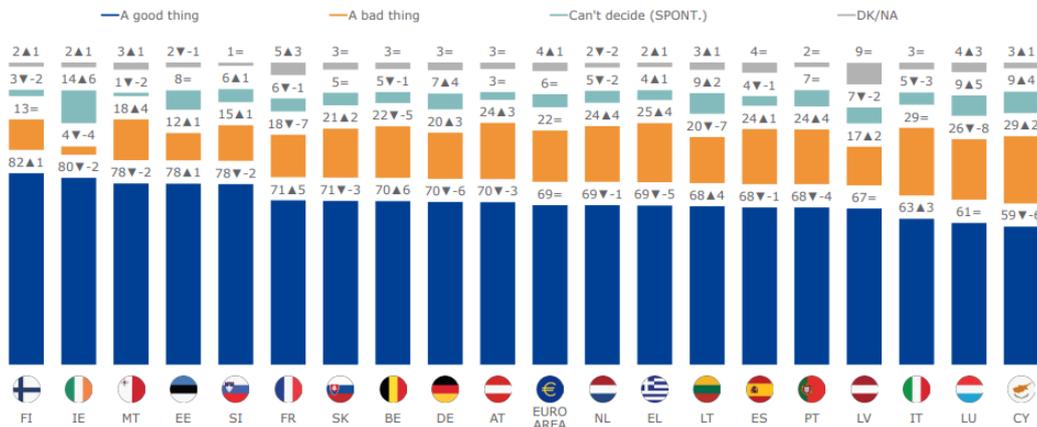
# Point sur le débat autour de l'adhésion à l'euro en Europe centrale et balte

*Alors que la Croatie est entrée dans la zone euro le 1<sup>er</sup> janvier 2023, les gouvernements hongrois, polonais et tchèque se refusent toujours à communiquer un horizon d'adhésion à l'Union économique et monétaire (UEM) pour leurs pays pourtant membres de l'UE depuis 2004. Mesurées par l'Eurobaromètre, les opinions polonaise et surtout hongroise semblent favorables à l'euro mais contrastent avec les positions défendues par les gouvernements. En Tchéquie, la question ne semble pas d'actualité tant l'opinion publique est encore majoritairement défavorable à la monnaie unique. Dans le cas des Etats de la région ayant déjà rejoint l'UEM (pays baltes et Slovaquie) les opinions semblent aujourd'hui acquises à l'euro.*

## 1) Dans les pays déjà membres de la zone euro, les opinions semblent résolument acquises à la monnaie unique

En Europe centrale et balte, la Slovaquie a rejoint la zone euro en 2009, l'Estonie en 2011, la Lettonie en 2014 et la Lituanie en 2015. L'opinion de ces pays semble aujourd'hui largement soutenir l'euro selon les sondages de l'Eurobaromètre.

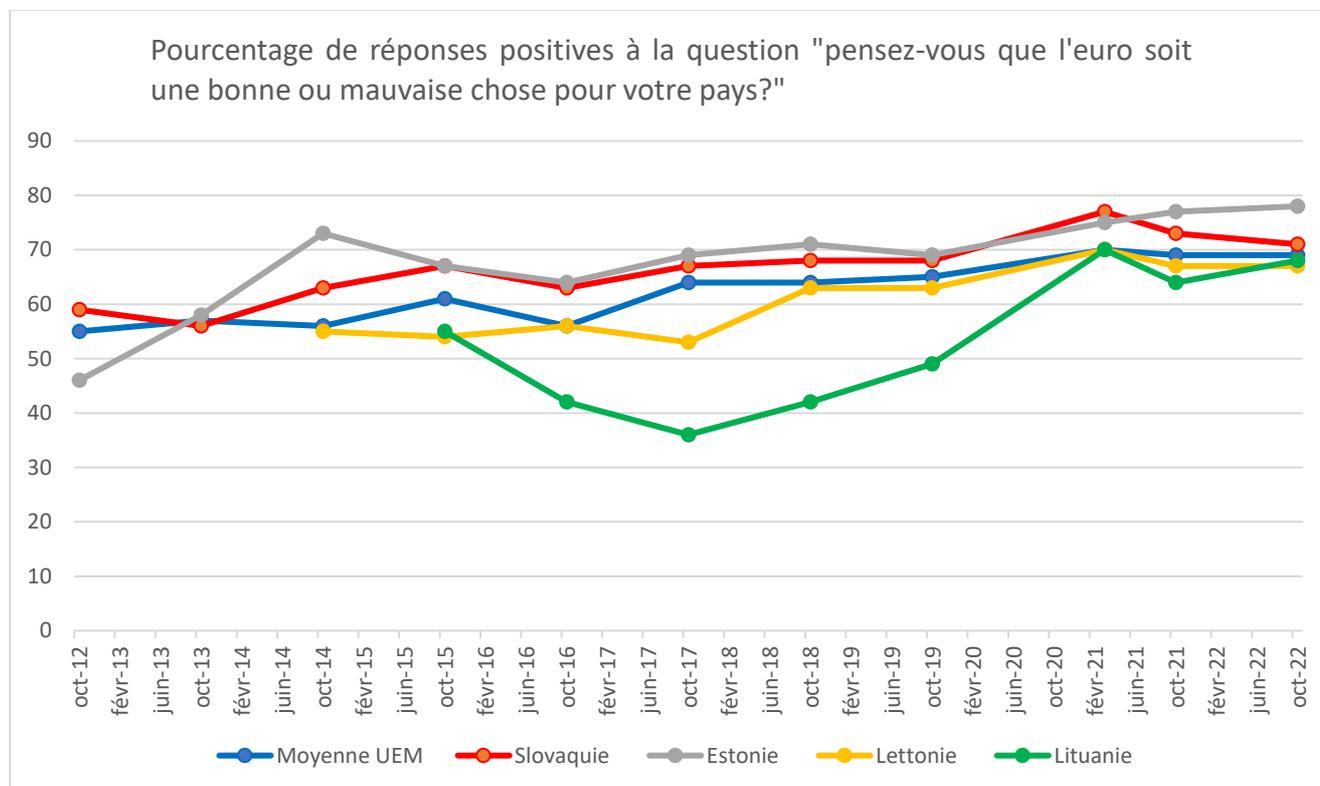
**Q1.1** Generally speaking, do you think...?  
**Having the euro is a good or bad thing for your country (% by country)**



Base: all respondents (n=17 817) ▼▲ Evolution 2022-2021

Source : Eurobaromètre 512 d'octobre 2022

**Avant même de rejoindre la zone euro, l'opinion publique slovaque était plutôt bien disposée à l'égard de la monnaie unique.** Mesurée par l'Eurobaromètre, une légère majorité des sondés se déclarait entre 2004 et 2008 « contente » à l'idée que l'euro remplace la monnaie locale. Depuis, **le soutien à l'euro s'est renforcé** : si 59% des Slovaques interrogés répondaient en 2012 que l'euro était « une bonne chose pour le pays », ils sont 71% en 2022, soit un peu plus que la moyenne européenne (69%). L'appartenance à la zone euro est aujourd'hui perçue par les investisseurs étrangers comme l'un des principaux atouts de la Slovaquie, simplifiant leur comptabilité et réduisant le risque de change qu'ils supportent.



Source : calcul du SER de Varsovie à partir des Eurobaromètres 362, 386, 405, 429, 446, 458, 473, 481, 488, 501, 512

Dans les années 2000, l'opinion dans les pays baltes était tendanciellement défavorable au passage à l'euro. A la veille de leur adhésion respective à la zone euro, 54% des Estoniens, 55% des Lettons et 48% des Lituaniens<sup>1</sup> étaient « mécontents » de cette perspective. Ces réticences pouvaient être liées à une crainte largement partagée d'inflation et de manipulation des prix lors du passage à l'euro. En 2010, 81% des Estoniens estimaient que l'euro produirait de l'inflation contre 11% qu'il stabiliserait les prix. Ce rapport était de 75% contre 17% en Lettonie en 2013 et de 75% contre 18% en Lituanie en 2014.

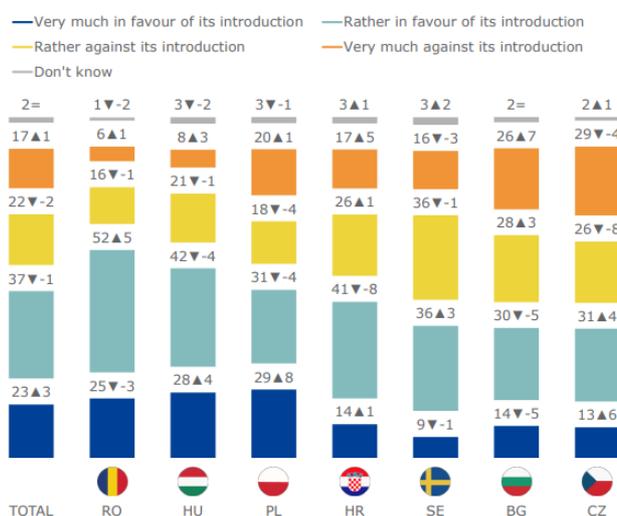
Une fois membre de la zone euro, l'opinion de chaque Etat balte a connu sa propre évolution, aboutissant néanmoins dans chaque cas à un soutien large à l'euro en 2022. L'opinion estonienne, encore réservée en 2012, a basculé entre 2013 et 2014 pour devenir largement favorable à l'euro (78% en 2022) et systématiquement au-dessus de la moyenne européenne. En Lettonie, dès 2014 une légère majorité (55%) se dégageait en soutien à l'euro pour atteindre les 67% en 2022. Parmi les pays membres de la zone euro, l'opinion lituanienne a régulièrement été la moins favorable à la monnaie unique, et après une défiance accrue dans les 18 mois suivant son adoption (seulement 36% de soutien en 2017) celle-ci a connu une évolution régulière jusqu'à rejoindre la moyenne de l'UEM au lendemain de la pandémie de covid19 (68% de soutien en 2022).

<sup>1</sup> Dans le cas de la Lituanie en 2014, 48% des sondés étaient défavorables au passage à l'euro tandis que 46% le soutenaient. 6% déclaraient ne pas vouloir se prononcer.

## 2) En Pologne, une opinion hésitante et des autorités réticentes à adhérer à la zone euro

L'opinion publique polonaise a évolué pendant la pandémie de covid19 en faveur de l'euro si bien qu'en 2022 **60% des Polonais seraient favorables à la monnaie unique** et 58% considéreraient que l'adoption de l'euro aurait des effets positifs sur le pays<sup>2</sup>.

Generally speaking, are you personally more in favour or against the idea of introducing the euro in (THIS COUNTRY)? (%)



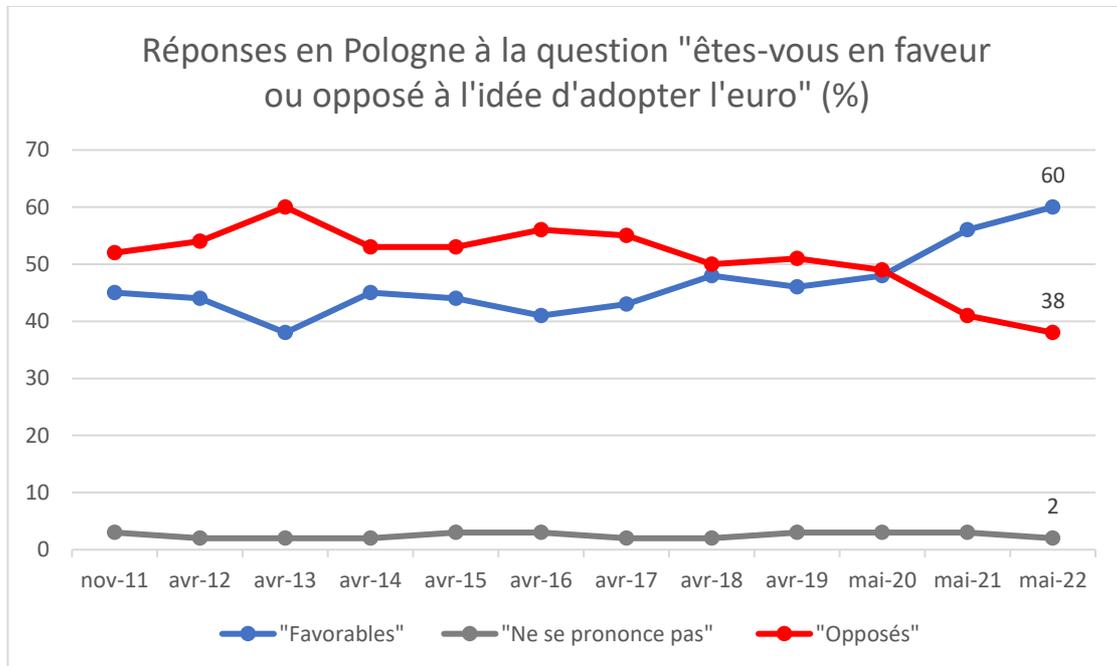
Base: all respondents (n=7 074)

▼▲ Evolution 2022-2021 (comparison with Flash Eurobarometer 492, May 2021)

Source: Eurobaromètre 508 d'avril 2022

**Cette tendance est cependant récente dans l'opinion polonaise** qui était encore majoritairement hostile à l'euro jusqu'en 2020. Lors du sondage Eurobaromètre de 2020, 46% des Polonais déclaraient par exemple désirer une adhésion « le plus tard possible » contre seulement 17% « le plus tôt possible ».

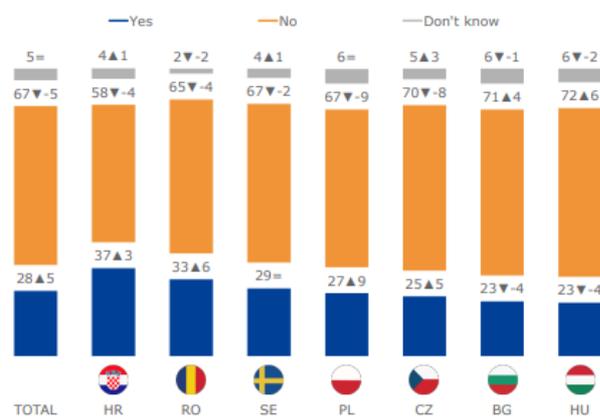
<sup>2</sup> A noter que des sondages locaux présentent des résultats différents de l'Eurobaromètre quant au soutien à l'euro dans l'opinion polonaise.



Source : calcul du SER de Varsovie à partir des Eurobaromètres 336, 349, 377, 400, 418, 440, 453, 465, 479, 487, 492, 508

**Bien que favorable à l'euro en 2022, l'opinion polonaise estime à 67% que la Pologne n'est pas encore prête à rejoindre la zone euro.**

**Q4b** In your opinion, is (THIS COUNTRY) ready to introduce the euro? (%)



Base: all respondents (n=7 074)  
▼▲ Evolution 2022-2021 (comparison with Flash Eurobarometer 492, May 2021)

Source : Eurobaromètre 508 d'avril 2022

**Les craintes dans l'opinion polonaise portent plus sur l'inflation induite par l'euro que sur des questions de « souveraineté ».** Suivant une tendance longue observée par l'Eurobaromètre, 57% des Polonais craignent en 2022 que l'euro induise de l'inflation. Ils sont 68% à craindre une manipulation des prix en

cas de changement de monnaie. A l'inverse, l'opinion polonaise a traditionnellement rejeté l'idée que l'euro signifierait une perte de contrôle sur la politique économique du pays (66% la rejettent en 2022) ou que l'euro serait une perte pour l'identité nationale polonaise (66% la rejettent également en 2022) (voir annexes 1 et 2).

Du côté des autorités polonaises, le gouvernement ainsi que la Banque nationale de Pologne (NBP) **affirment régulièrement que l'adhésion à la zone euro n'est pas à l'ordre du jour**. Selon eux, l'euro aggraverait l'inflation déjà élevée (16,2% en mars 2023) et nuirait à la croissance économique du pays. L'euro pourrait renchérir les exportations polonaises et le coût du travail local, deux des atouts traditionnels de l'économie polonaise. Au cours des dernières années, la Banque nationale de Pologne est régulièrement intervenue sur les marchés pour maintenir un zloty faible face à l'euro et ainsi soutenir les exportations polonaises (à 71% à destination de l'UE). Selon les autorités polonaises, la Pologne doit **d'abord achever sa convergence macroéconomique vers les niveaux de la zone euro** (prix et salaires notamment) avant d'ambitionner de rejoindre la zone euro.

Pour sa part, la **BCE notait** dans son dernier rapport de convergence que la **Pologne ne respectait qu'un seul** (soutenabilité des finances publiques) **des 4 critères de convergence macroéconomiques pour prétendre à l'adhésion à la zone euro** (voir annexe « Processus d'adhésion à la zone euro »).

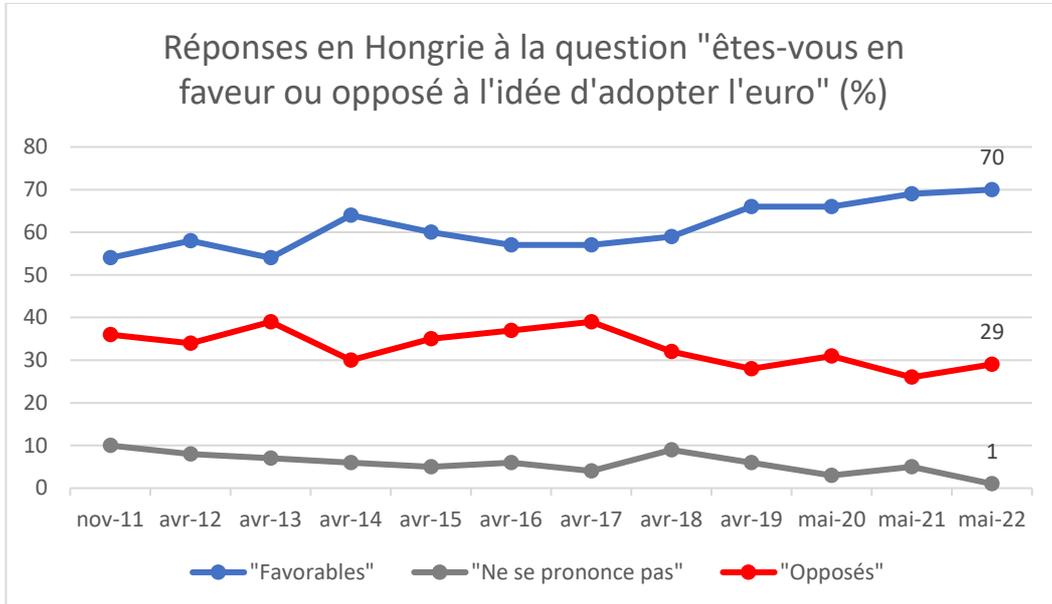
Au plan politique enfin, une adhésion de la Pologne à la zone euro se heurte à l'actuelle polarisation partisane sur les questions européennes.

### 3) L'opinion hongroise, acquise de longue date à l'euro, contraste avec la position du gouvernement

Mesurée par l'Eurobaromètre, **l'opinion hongroise est historiquement favorable à l'euro si bien qu'en 2022, 70% des Hongrois soutiendraient son adoption**.

La Hongrie est le seul pays de l'UE parmi les non-membres de la zone euro dans lequel **une majorité pense que l'euro aura pour conséquence première de stabiliser les prix (47%)** et non de produire de l'inflation (42%). Ce résultat n'est pas qu'une réaction conjoncturelle à la faiblesse du forint. En 2004 déjà, 45% des Hongrois considéraient que l'euro stabiliserait les prix contre seulement 27% qu'il produirait de l'inflation.



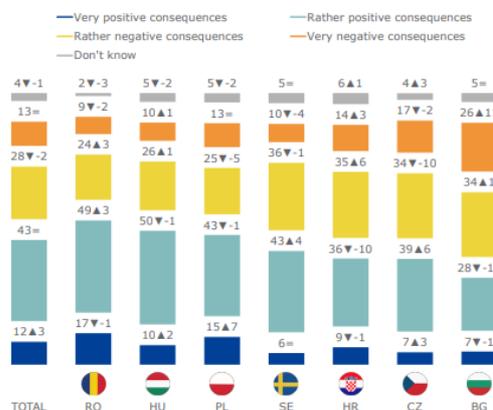


Source : calcul du SER de Varsovie à partir des Eurobaromètres 336, 349, 377, 400, 418, 440, 453, 465, 479, 487, 492, 508

**Les Hongrois semblent avoir une approche dépassionnée de leur monnaie** puisqu'ils considèrent à 70% que l'adoption de l'euro ne constituerait pas une perte pour l'identité nationale ni pour le contrôle de la politique économique du pays (68%) (voir annexes 3 et 4). Selon un sondage de l'institut *Republikon*, 51% des électeurs du Fidesz seraient favorables à l'adoption de l'euro confirmant que **le soutien à l'euro semble dépasser les clivages politiques internes**.

Parmi les pays d'Europe centrale non-membres de la zone euro (Hongrie, Pologne, Tchéquie), **l'économie hongroise est la plus « euroïsée »** : plus de 10% des dépôts des ménages et plus de 30% des dépôts des sociétés non-financières sont libellés en euro (voir annexes 1 et 2).

Q10\_1 Do you think the introduction of the euro would have positive or negative consequences for (THIS COUNTRY)? (%)



Base: all respondents (n=7 074)  
▲ Evolution 2022-2021 (comparison with Flash Eurobarometer 492, May 2021)

Source : Eurobaromètre 508 d'avril 2022

Pour autant, en 2022, 72% des **Hongrois considèrent que leur pays n'est pas prêt à adopter l'euro** et seuls 22% considèrent qu'il y adhèrera dans les 5 ans, soit le taux le plus faible d'Europe centrale. Ce sentiment est renforcé par les conclusions du dernier rapport de convergence de la **BCE qui estimait que la Hongrie ne remplissait aucun des 4 critères de convergence macroéconomiques** (inflation, soutenabilité des finances publiques, stabilité du taux de change, taux d'intérêt à long terme) nécessaires pour pouvoir adopter l'euro (voir annexe « Processus d'adhésion à la zone euro »).

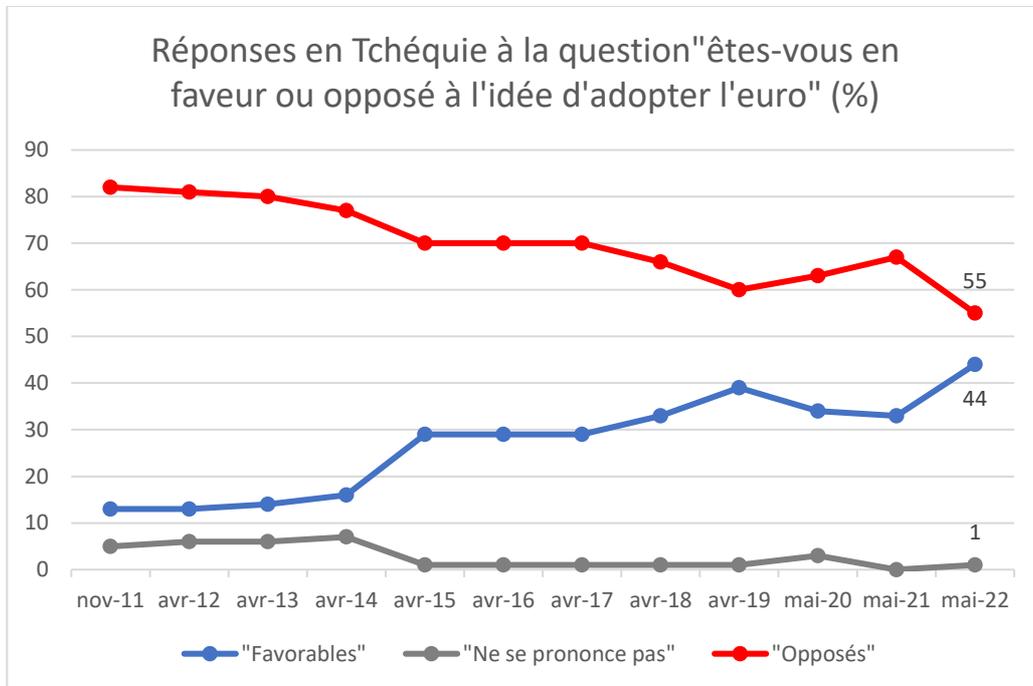
Du côté des autorités, le gouvernement hongrois dirigé par Viktor Orban a traditionnellement considéré que l'adoption de l'euro n'était pas une priorité. Le ministre des Finances, Mihály Varga, a rappelé à l'automne 2022 qu'il « **n'y a pas de stratégie gouvernementale pour l'introduction de l'euro ni pour le MCE II** ». Dans une publication de 2021, la Banque centrale de Hongrie estimait que le PIB par habitant en PPA et le salaire moyen hongrois devaient atteindre 90% de la moyenne zone euro pour envisager une adhésion « réussie » à la zone euro.

Toutefois, les problèmes persistants d'inflation (25,8% en février 2023), la forte volatilité du taux de change et l'affaiblissement du forint ont **relancé le débat sur la participation de la Hongrie au mécanisme de taux de change européen MCE II**, antichambre vers la monnaie unique. Enfin, la possibilité a été ouverte aux entreprises depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023 de régler leur impôt sur les sociétés en euro ou en dollar. Cette mesure devrait encore soutenir l'intérêt pour l'euro en Hongrie et accentuer l'euroïsation de l'économie locale.

#### 4) La Tchéquie : toujours réticente à adopter l'euro ?

**L'opinion tchèque a été traditionnellement hostile à l'euro** (82% d'opinions défavorables en novembre 2011 pendant la crise des dettes souveraines) si bien qu'en 2022 seuls 44% des Tchèques soutiennent son adoption **soit le taux le plus bas parmi tous les Etats non-membres de la zone euro**. Cette réserve dans l'opinion tchèque tient à **des raisons économiques** (en 2022, 63% des Tchèques craignaient l'inflation lors du passage à l'euro et 51% estimaient que l'euro aurait des effets négatifs sur le pays), **comme politiques** (50% des Tchèques considèrent que l'euro induira une perte sur le contrôle de la politique économique du pays et 56% l'associent à une perte pour l'identité nationale).

Parmi les pays d'Europe centrale non-membres de la zone euro (Hongrie, Pologne, Tchéquie), **l'économie tchèque est la moins « euroïsée »** avec moins de 20% des dépôts des entreprises et à peine 4% des dépôts des ménages libellés en euro traduisant une forte confiance dans la monnaie locale, la couronne (voir annexes 1 et 2). Toutefois, la part des prêts en euros octroyés par les banques tchèques aux entreprises est en hausse (+13 points depuis 2011) et atteignait environ un tiers des prêts en 2021 (30%). Dans l'industrie manufacturière et dans les activités immobilières, la proportion de prêts libellés en euro a même atteint la parité avec les prêts en couronne.



Source : calcul du SER de Varsovie à partir des Eurobaromètres 336, 349, 377, 400, 418, 440, 453, 465, 479, 487, 492, 508

**Conséquence de la division de la classe politique tchèque sur la question de l'adoption de l'euro, la coalition au pouvoir menée par le Premier ministre Petr Fiala n'en fait pas une priorité**, considérant de toutes façons que le pays ne remplit pas 3 des 4 critères de convergence (instabilité du taux de change, taux d'inflation et déficit public trop élevés). Le pays ne participe pas non plus au MCE II, bien que le gouvernement esquisse désormais un pas en avant en prévoyant d'analyser les bénéfices et les risques d'une adhésion à ce mécanisme. En outre, certains aspects juridiques devraient être ajustés (sur les garanties d'indépendance de la Banque centrale et l'interdiction du financement monétaire) préalablement à l'adoption de l'euro.

**La Banque centrale tchèque (CNB) estime** qu'en dépit de l'intégration économique avec la zone euro (56% du commerce extérieur tchèque est réalisé avec la zone euro), **le pays n'a pas achevé sa convergence macroéconomique** (écarts de prix et salaires) et qu'une adhésion précoce alimenterait l'inflation.

Pour autant, l'opinion tchèque favorable à l'euro ne cesse de croître depuis 10 ans, si bien que **la tendance laisse présager un croisement prochain des courbes avec une majorité en faveur de l'euro. Les entreprises tchèques actives à l'international se prononcent régulièrement pour l'adoption de l'euro** ce qui leur permettrait de réduire le risque de change et leurs coûts de transaction. Face à cette demande récurrente, le gouvernement prévoit, à partir de 2024, d'autoriser les entreprises à régler leur TVA et l'impôt sur les sociétés en euro.

Rédigé par Arthur Lippis, avril 2023.

## ANNEXES

### Processus d'adhésion à la zone euro : un chemin long et balisé

Lors de son adhésion à l'Union européenne, chaque nouvel Etat membre accepte le principe d'adopter à terme la monnaie unique (Art 3 TUE). Toutefois, tant qu'il ne remplit pas certaines « conditions nécessaires » pour adopter l'euro, l'Etat en question fait l'objet d'une « dérogation » et conserve sa monnaie nationale (Art. 139 TFUE). Tous les deux ans, la Commission européenne et la BCE évaluent dans un « rapport de convergence » si les Etats dérogatoires remplissent ces conditions.

Lorsqu'un Etat dérogataire veut adhérer à l'UEM, il participe pendant deux ans au mécanisme de taux de change européen (MCE II) et sollicite un examen spécifique de sa situation. La Commission et la BCE présentent alors un rapport au Conseil de l'UE qui décide si ce pays respecte bien les **quatre critères de convergence macroéconomique** définis par l'article 140 du TFUE et détaillés par le Protocole n° 13 du TFUE :

- 1) **Stabilité des prix.** Le pays doit maîtriser son inflation, son taux d'inflation ne pouvant dépasser de plus de 1,5% celui des trois Etats membres présentant les meilleurs résultats en matière de stabilité des prix. (L'inflation est calculée au moyen de l'indice des prix à la consommation).
- 2) **Soutenabilité des finances publiques.** Le pays en question ne doit pas faire l'objet d'une procédure pour « déficit excessif » c'est-à-dire que son déficit budgétaire doit en principe être inférieur à 3% de son PIB et sa dette publique inférieure à 60% du PIB (ou s'en approchant rapidement).
- 3) **Stabilité du taux de change.** Le pays doit participer au mécanisme de taux de change européen (MCE II) pendant au moins deux ans, sans déviation majeure du cours pivot bilatéral de sa monnaie par rapport à l'euro au cours de la même période. La marge de fluctuation est fixée à  $\pm 15\%$  du cours pivot bilatéral. Cette marge de manœuvre incite l'Etat membre à ne pas recourir à une dévaluation de sa monnaie, évitant ainsi les distorsions économiques liées au taux de change. En cas de dépassement de la marge de fluctuation, la Banque centrale européenne et les banques centrales des Etats membres participant au MCE II interviennent à l'aide de financements à très court terme.
- 4) **Stabilité du taux d'intérêt à long terme.** « Au cours d'une période d'un an précédant l'examen, le pays en question a eu un taux d'intérêt nominal moyen à long terme qui n'excède pas de plus de 2% celui des trois Etats membres présentant les meilleurs résultats en matière de stabilité des prix. Les taux d'intérêts sont calculés sur la base d'obligation d'Etat à long terme ou des titres comparables compte tenu des différences dans les définitions nationales » (Protocole n°13 du TFUE)

Le Conseil de l'UE décide également si la législation de l'Etat membre souhaitant adhérer à l'UEM est compatible avec les traités. Ces **critères « politiques »** portent notamment sur l'indépendance de la Banque centrale, la confidentialité de ses activités et l'interdiction du financement monétaire.

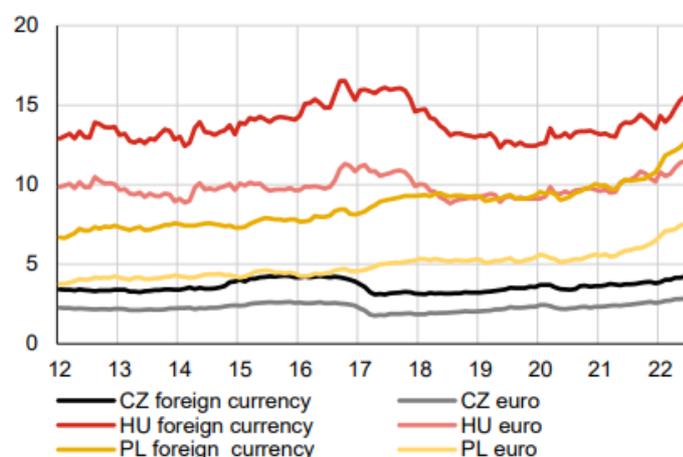
A noter que le PIB par habitant ne constitue pas légalement un critère pris en compte pour estimer la convergence d'une économie avec l'UEM.

### Annexe 1. Part des monnaies étrangères dans les dépôts des ménages en Hongrie, Pologne et Tchéquie

Source : Rapport 2022 « Analyses of the Czech Republic's Current Economic Alignment with the Euro Area », Czech National Bank

#### Foreign currency deposits of households

(shares in total deposits of households with domestic banks, %)



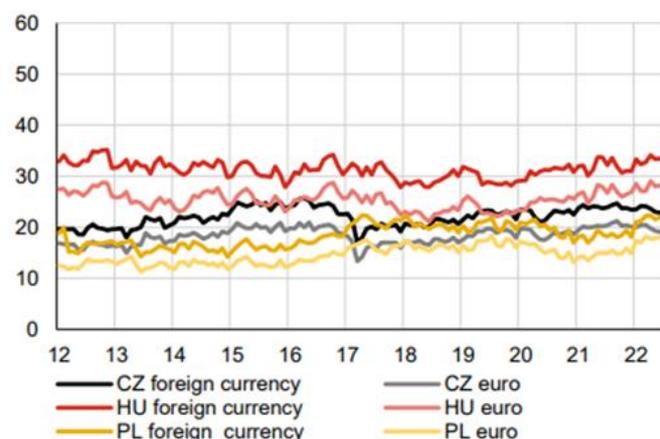
Source: ECB, CNB calculations.

### Annexe 2. Part des monnaies étrangères dans les dépôts des sociétés non-financières en Hongrie, Pologne et Tchéquie

Source : Rapport 2022 « Analyses of the Czech Republic's Current Economic Alignment with the Euro Area », Czech National Bank

#### Foreign currency deposits of non-financial corporations

(shares in total deposits of non-financial corporations with domestic banks, %)

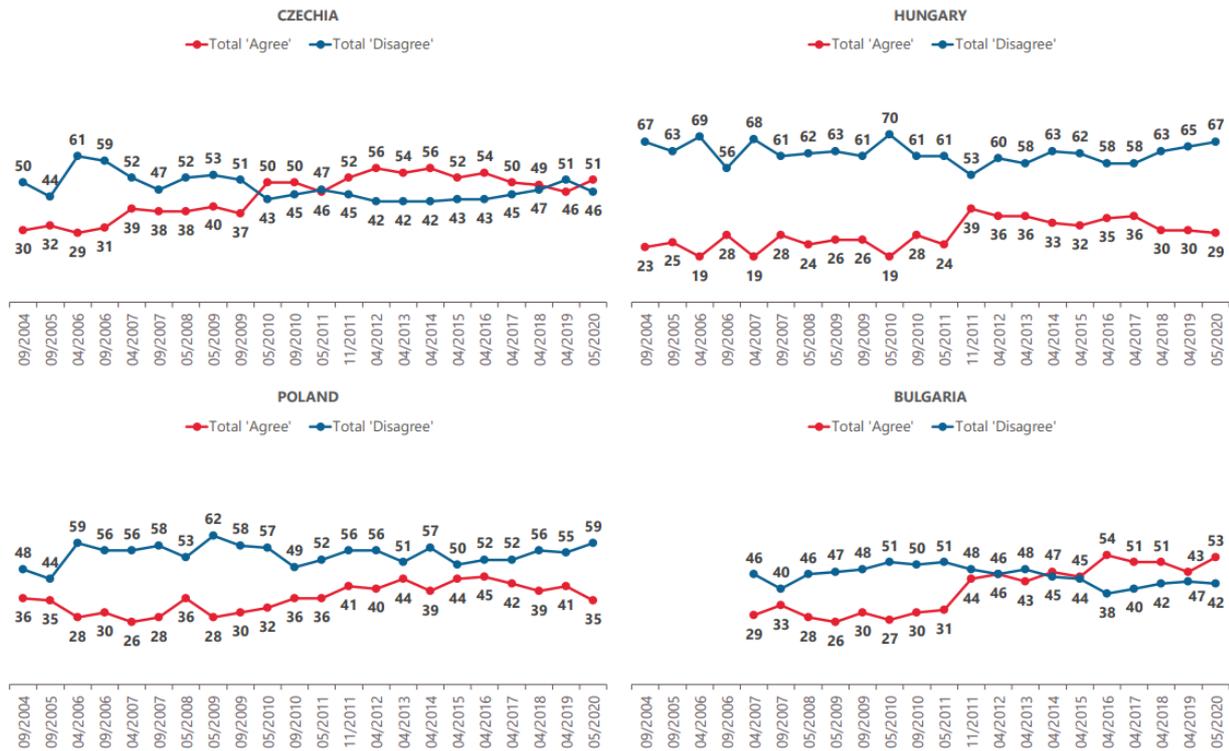


Source: ECB, CNB calculations.

### Annexe 3. Réponses à la question « l'adoption de l'euro signifierait-elle que notre pays perdrait le contrôle sur sa politique économique » dans les pays non-membres de la zone euro en 2020

Q14.3 Could you tell me for each of the following statements if you agree or disagree...?

Adopting the euro will mean that (OUR COUNTRY) will lose control over its economic policy (%)

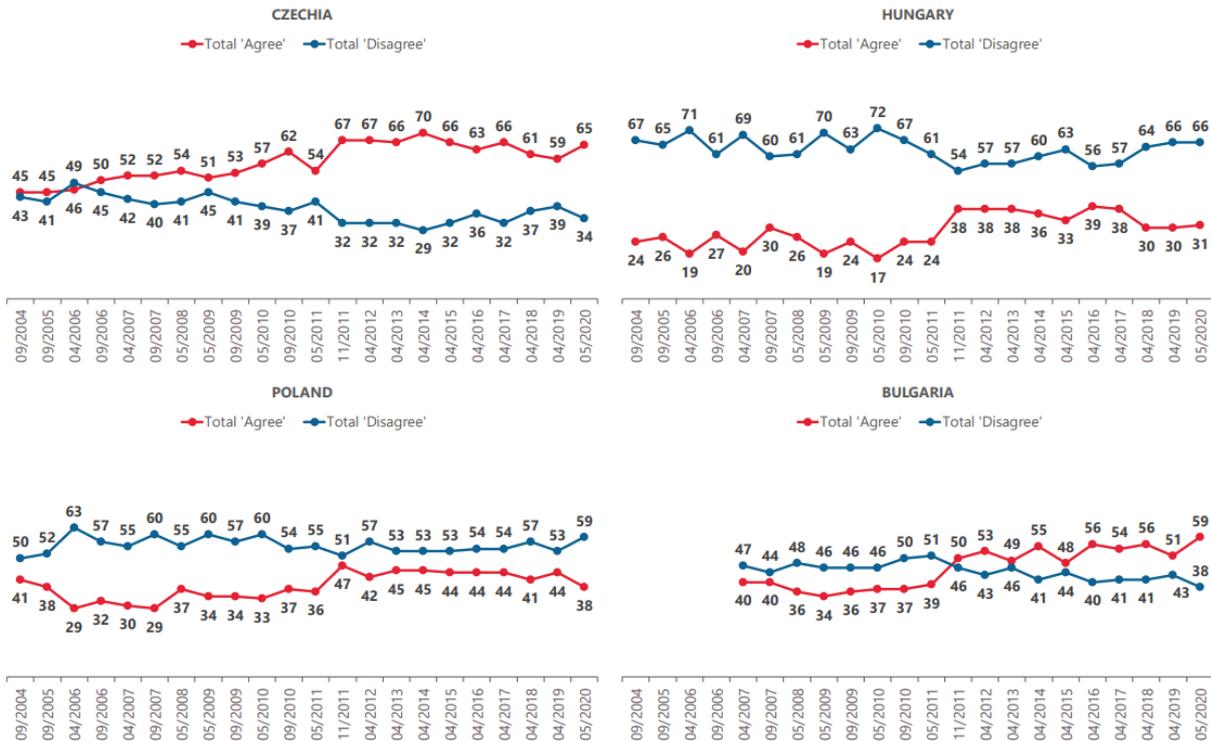


Source : Eurobaromètre 487 de mai 2020

## Annexe 4. Réponses à la question « l'adoption de l'euro signifierait que notre pays perdrait une partie de son identité » dans les pays non-membres de la zone euro en 2020.

Q14.4 Could you tell me for each of the following statements if you agree or disagree...?

Adopting the euro will mean that (OUR COUNTRY) will lose a part of its identity (%)



Source : Eurobaromètre 487 de mai 2020

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

  
**MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA SOUVERAINETÉ  
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Responsable de la publication : Service économique régional de Varsovie  
Rédacteurs : SER de Varsovie, SE de Budapest, SE de Prague, SE de Bratislava, SE de Riga  
Révisé par : Anselme Imbert  
Pour s'abonner : [cezary.toboja@dgtresor.gouv.fr](mailto:cezary.toboja@dgtresor.gouv.fr)

Ambassade de France en Pologne – Ul. Piękna 1, 00-477 Varsovie